

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A TOUTES LES ZONES

CHAMPS D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLUI

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de Saint-Brieuc Armor Agglomération.

PORTÉE RESPECTIVE DU PRÉSENT RÈGLEMENT ET DES AUTRES LÉGISLATIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'UTILISATION DES SOLS

Conformément à l'article R. 111-1 du Code de l'urbanisme, les articles R. 111-3, R. 111-5 à R. 111-19 et R. 111-28 à R. 111-30 ne sont pas applicables sur le territoire couvert par le PLUi.

En outre, demeurent applicables tous les autres articles du Code de l'urbanisme, ainsi que toutes les autres législations et prescriptions particulières en vigueur sur le territoire nonobstant les dispositions de ce PLUi, en particulier :

- L'article L.111-11 disposant que "Lorsque, compte tenu de la destination de la construction ou de l'aménagement projeté, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte du projet, le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé si l'autorité compétente n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public ces travaux doivent être exécutés".
- Les prescriptions spécifiques aux Servitudes d'Utilité Publique affectant l'utilisation du sol. Les servitudes d'utilité publique font l'objet d'un recueil et d'un plan annexé au PLUi.
- Les dispositions propres à la réglementation des Installations Classées pour la protection de l'Environnement (ICPE.) et le règlement sanitaire départemental (RSD.) notamment pour les bâtiments agricoles (implantation et extension) vis-à-vis d'habitations de tiers et réciproquement (article L.111-3 du Code rural).
- Les articles L.341-1 et suivants du Code forestier disposant que la destruction

de l'affectation forestière d'une parcelle boisée est soumise à autorisation préfectorale à partir d'un certain seuil dès lors que cette parcelle est incluse au sein d'un massif boisé (massif défini en tant qu'unité boisée et non pas en termes de propriété) d'un seul tenant que la parcelle concernée soit grevée ou non par une protection en espace boisé classé (EBC).

Peuvent s'ajouter ou se substituer aux règles du PLUi mentionnées dans le présent règlement, les prescriptions architecturales et urbanistiques particulières définies à l'occasion d'opérations d'aménagement particulières (Zone d'Aménagement Concerté – ZAC, lotissement...).

La loi Littoral s'applique sur les communes de Binic-Etables-sur-Mer, Hillion, Languieux, Plérin, Pordic (en dehors de la partie de Tréméloir), Saint-Brieuc, Saint-Quay-Portrieux Tréveneuc et Yffiniac. En sus des dispositions du PLUi, les autorisations d'urbanisme doivent respecter les dispositions de la loi Littoral (articles L.121-1 et suivants du Code de l'urbanisme) en tenant compte des dispositions du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays de Saint-Brieuc.

AUTRES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

Rappel du code de l'urbanisme sur les affouillements et exhaussements du sol

Les travaux d'affouillement ou d'exhaussement du sol réalisés en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune :

- Ne doivent pas compromettre les activités agricoles, au regard de l'article R. 111-14 du code de l'urbanisme ;
- Ne doivent pas, en tout état de cause, être de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique, en application de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme.
- Doivent par ailleurs respecter les préoccupations environnementales définies aux articles L. 110-1 à L. 110-7 du code de l'environnement.

Selon leur importance et leur localisation, les affouillement ou exhaussement du sol sont soumis à déclaration préalable ou à autorisation d'urbanisme.

Ces travaux relèvent en fonction de leur hauteur, de leur surface et de leur localisation, à :

- **Déclaration préalable** : si hauteur > 2 m et superficie d'au moins 100m². (voir : article R. 421-23 du code de l'urbanisme).
- **Permis d'aménager** : si hauteur > 2 m et superficie de 2 ha ou plus. (voir : article R. 421-19 du code de l'urbanisme).
- **Permis d'aménager** : si situés en secteur sauvegardé, en site classé ou dans une réserve naturelle. (voir : article R. 421-20).

NB. Si les exhaussements et affouillement plus modestes sont dispensés de formalités au titre du code de l'urbanisme, ils doivent néanmoins se conformer aux

règles existantes du lieu, par exemple un règlement de Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) peut interdire dans une zone toute modification du sol.

Permis de démolir et clôtures

En application de l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme, les démolitions de constructions existantes doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir lorsque la construction relève d'une protection particulière définie en Conseil d'État ou est située dans une commune ou partie de commune où le Conseil Municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir.

L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable en application de l'article R421-12 d° du Code de l'Urbanisme, **conformément à la délibération du Conseil d'agglomération en date du 26/06/2025.**

Rappel du code de l'urbanisme sur la reconstruction et la restauration de bâtiments

Au titre de l'article L.111-15 du Code de l'urbanisme, lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de 10 ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si le plan local d'urbanisme ou le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) en dispose autrement. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments détruits par inondation et localisés dans un secteur soumis au risque inondation ou submersion. Le présent PLUi ne va pas à l'encontre de l'article L. 111-15 du Code de l'urbanisme.

Au titre de l'article L.111-23 du Code de l'urbanisme, peut également être autorisée, sauf dispositions contraires du plan local d'urbanisme, la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

Dispositions relatives à la construction de plusieurs bâtiments sur un ou des terrain(s) devant faire l'objet d'une division

Dans le cas de division en propriété ou en jouissance, les dispositions du présent règlement s'appliquent à chaque terrain issu de la division, notamment ceux sur lesquels un reliquat bâti existe, excepté dans le cadre d'un lotissement ou d'un permis de construire valant division pour lesquels les règles s'apprécient à l'ensemble du projet.

ADAPTATIONS MINEURES

Au titre de l'article L.152-3 du Code de l'urbanisme, les règles et servitudes définies par le présent Plan Local d'Urbanisme intercommunal peuvent faire l'objet d'adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

INFORMATIONS DÉLIVRÉES PAR LES DOCUMENTS GRAPHIQUES DU PLUI

En complément du plan de zonage qui délimite les différentes zones du PLUi, les documents graphiques du règlement délimitent :

A. Informations relatives à la protection de l'environnement

1. Les espaces boisés classés, au titre de l'article L.113-1 du Code de l'urbanisme

Les Espaces Boisés Classés (EBC) figurant au plan de zonage sont soumis aux dispositions des articles L. 113-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements.

Le classement en espace boisé classé entraîne le rejet de plein droit de toute demande d'autorisation de défrichement présentée au titre du Code forestier.

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable dans les conditions prévues à l'article L. 421-4 du Code de l'urbanisme, sauf s'il est fait application des dispositions du livre I du Code forestier.

Les constructions nouvelles, y compris les extensions des constructions existantes, établies en bordure des Espaces Boisés Classés devront respecter un recul minimal de 10 mètres à partir des limites des Espaces Boisés Classés identifiés aux documents graphiques du règlement.

2. Les éléments du patrimoine naturel et écologique protégés, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme

Les boisements protégés, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme

Les boisements identifiés au plan de zonage comme éléments du paysage à protéger en vertu de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme doivent être préservés.

Les travaux, autres que ceux nécessaires à l'entretien courant et à la sécurité, ayant pour effet de détruire ou de porter atteinte au boisement repéré au plan de zonage, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable au titre de l'article R.421-17 du Code

de l'urbanisme.

À ce titre, les constructions, installations, aménagements susceptibles de compromettre leur conservation ne sont autorisés qu'à la condition de conserver un segment du bois (appréciation au cas par cas) assurant selon les cas l'effet de perspective ou/et de mise en valeur de l'espace.

Pour les espaces boisés, les constructions, installations, aménagements sont interdits au sein de la surface définie par la projection au sol du houppier. Les aménagements réalisés à leur proximité immédiate doivent être conçus pour assurer leur préservation.

Les haies, alignements d'arbres et talus protégés, au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme

Conformément à l'article L.414-4 du Code de l'environnement, l'arrachage de haies, identifiées ou non au plan de zonage du PLUi, prévu en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000, relève du régime d'autorisation administrative propre à Natura 2000 et est soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000.

Les haies, alignements d'arbres et talus identifiés au plan de zonage au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme, doivent être préservés.

Tout projet de suppression ou de travaux ayant pour effet la suppression d'une haie, alignements d'arbres et talus, identifiés au plan de zonage doit faire l'objet du principe ""d'éviter, réduire, compenser". Il convient préférentiellement d'éviter la destruction de la haie, alignements d'arbres et du talus quand ils existent.

Les travaux ayant pour effet de détruire ou de porter atteinte à une haie alignements d'arbres et talus, repérés au plan de zonage doivent **faire l'objet d'une déclaration préalable au titre de l'article R.421-17 du Code de l'urbanisme**. Les travaux d'entretien courant de la haie, alignements d'arbres et talus qui n'ont ni pour objet ni pour effet de la détruire ou d'y porter atteinte, ne sont pas soumis à déclaration préalable.

Si le projet est soumis à déclaration préalable, elle peut être refusée ou assortie de mesures de compensation si, compte tenu de leur importance et de leur localisation, les travaux sont de nature à porter atteinte de manière irrémédiable au paysage et à la fonctionnalité de la, ou des haies concernée(s). Cette appréciation tient compte également de l'état sanitaire des éléments végétaux et des enjeux liés à l'activité agricole (fonctionnalité des accès ...).

Mesures compensatoires

Sauf impossibilité technique démontrée au travers de la déclaration préalable, l'arrachage d'une haie devra faire l'objet d'une mesure compensatoire de replantation :

- Dans des proportions identiques à celle arrachée : linéaire supérieur ou à minima équivalent ;

- Avec un intérêt environnemental équivalent à celle arrachée
- Une dérogation à l'obligation de replantation peut être obtenue en cas d'arrachage d'une haie sur une longueur inférieure à 10 mètres pour créer un accès, permettre le passage d'engins agricoles, permettre l'extension d'une construction existante ou assurer la sécurité.

Les aménagements réalisés à proximité d'une haie ou d'un talus doivent être conçus de manière à assurer leur préservation.

Les espaces paysager à protéger pour des motifs d'ordre écologique, au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme

Les espaces paysagers en milieu urbain identifiés au règlement graphique ont vocation à être préservés de toutes constructions pouvant nuire à leur nature. Ces espaces sont des espaces de respiration ayant vocation à maintenir des coupures au sein des zones urbanisées. Seuls des constructions d'annexes ou installations ponctuelles et de petite envergure (abris de jardin, terrasse, ...) peuvent être admis au sein de ces espaces paysagers, dans la limite de 50m² d'emprise au sol cumulée par unité foncière.

Tout abattage d'un arbre présent au sein des espaces paysagers en milieu urbain doit être justifié (état phytosanitaire dégradé, menace pour la sécurité des biens et personnes, ...) et compensé par la plantation d'un arbre de même qualité.

Les arbres à protéger, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme

Les arbres remarquables et les arbres de ville identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus. Les constructions, installations, aménagements sont interdits au sein de la surface définie par la projection au sol du houppier.

Les aménagements réalisés à leur proximité doivent être conçus pour assurer leur préservation. Les travaux, ayant pour effet de détruire ou de porter atteinte à ces éléments repérés au plan de zonage doivent faire l'objet d'une déclaration préalable au titre de l'article R.421-17 du Code de l'urbanisme.

Leur suppression sera autorisée pour un motif d'intérêt général c'est-à-dire d'ampleur collective et publique, notamment lié à la sécurité ou lorsque leur état sanitaire le justifie.

Les travaux d'entretien courant de l'arbre, ne sont pas soumis à autorisation ni déclaration au titre du code de l'Urbanisme.

3. Les zones humides recensées et protégées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme

Les zones humides ont fait l'objet d'inventaires communaux validés ou en cours de validation par chaque commune. Elles sont identifiées au plan de zonage et doivent être préservées et protégées. Ainsi, afin d'assurer la conservation, la restauration, la mise en valeur ou la création de zones humides, les affouillements et exhaussements du sol liés à ces objectifs seront autorisés si les dispositions du

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) qui couvre la zone humide, l'autorisent et dans les conditions fixées par ce dernier. Le territoire est couvert par le SAGE de la Baie de Saint-Brieuc approuvé par arrêté préfectoral le 30 janvier 2014, le SAGE du Bassin de la Vilaine approuvé par arrêté préfectoral le 02 juillet 2015, le SAGE Argoat Trégor Goëlo approuvé par arrêté préfectoral le 21 avril 2017 et le SAGE Blavet approuvé par arrêté préfectoral le 15 avril 2014.

Les SAGE en vigueur sur le territoire s'appliquent également pour l'ensemble des dispositions relatives aux occupations, utilisations du sols et aménagements en lien avec les zones humides.

Toute occupation ou utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité, l'équilibre hydraulique et biologique d'une zone humide sont strictement interdits, notamment pour les remblaiements de sols, déblais, drainage, dépôts de matériaux, assèchements et mises en eau, en adéquation avec les dispositions du SAGE qui couvre la zone humide concernée et en accord avec les dispositions de la Loi sur l'Eau.

La liste des communes et le ou les SAGE qui la couvre(nt) figurent dans le tableau suivant :

Commune	SAGE
BINIC-ETABLES-SUR-MER	Baie de Saint-Brieuc
HILLION	Baie de Saint-Brieuc
LA HARMOYE	Vilaine et Baie de Saint-Brieuc
LA MEAUGON	Baie de Saint-Brieuc
LANFAINS	Vilaine et Baie de Saint-Brieuc
LANGUEUX	Baie de Saint-Brieuc
LANTIC	Argoat-Trégor-Goëlo, Blavet et Baie de Saint-Brieuc
LE BODEO	Vilaine et Baie de Saint-Brieuc
LE FOEIL	Argoat-Trégor-Goëlo et Baie de Saint-Brieuc
LE LESLAY	Argoat-Trégor-Goëlo et Baie de Saint-Brieuc
LE VIEUX BOURG	Argoat-Trégor-Goëlo, Blavet et Baie de Saint-Brieuc
PLAINE-HAUTE	Baie de Saint-Brieuc
PLAINTEL	Baie de Saint-Brieuc
PLEDRAN	Baie de Saint-Brieuc
PLERIN	Baie de Saint-Brieuc
PLOEUC-L'HERMITAGE	Vilaine et Baie de Saint-Brieuc
PLOUFRAGAN	Baie de Saint-Brieuc
PLOURHAN	Argoat-Trégor-Goëlo et Baie de Saint-Brieuc
PORDIC	Baie de Saint-Brieuc
QUINTIN	Baie de Saint-Brieuc
SAINT-BIHY	Baie de Saint-Brieuc
SAINT-BRANDAN	Vilaine et Baie de Saint-Brieuc
SAINT-BRIEUC	Baie de Saint-Brieuc
SAINT-CARREUC	Vilaine et Baie de Saint-Brieuc
SAINT-DONAN	Argoat-Trégor-Goëlo et Baie de Saint-Brieuc
SAINT-GILDAS	Argoat-Trégor-Goëlo et Baie de Saint-Brieuc

SAINT-JULIEN	Baie de Saint-Brieuc
SAINT-QUAY-POR-TRIEUX	Baie de Saint-Brieuc
TREGUEUX	Baie de Saint-Brieuc
TREMUSON	Baie de Saint-Brieuc
TREVENEUC	Argoat-Trégor-Goëlo et Baie de Saint-Brieuc
YFFINIAC	Baie de Saint-Brieuc

Une zone humide étant un milieu vivant et donc évolutif, l'inventaire des zones humides ne peut pas être considéré comme définitif, ni exhaustif. Les mesures de préservation et de protection prévues par le présent règlement doivent donc s'appliquer non seulement aux zones humides inventoriées, mais aussi à celles susceptibles d'être découvertes ultérieurement (lors d'une intervention sur un terrain par exemple).

La destruction de zone humide, dès le premier mètre carré, est interdite sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

Tout porteur de projet doit s'assurer que l'inventaire des zones humides inscrit aux documents graphiques est conforme à la réalité et devra montrer que son projet n'a pas d'impact sur les zones humides cartographiées ou non.

Mesures compensatoires :

Dans tous les cas, les projets potentiellement autorisés et affectant une zone humide doivent viser les principes d'évitement, de réduction, et de compensation des impacts potentiels.

Dans le cadre de projet impactant les zones humides et autorisés par les dispositions des différents SAGE, des mesures compensatoires devront être réalisées.

Les mesures compensatoires s'appliquent selon la disposition 8B-1 du SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 et les dispositions des SAGE en vigueur.

Dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternatives avérées, à la disparition de zones humides, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la création ou la restauration de zones humides, cumulativement :

- équivalente sur le plan fonctionnel ;
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;
- dans le bassin versant de la masse d'eau.

En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale « éviter, réduire, compenser », les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...). La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.

Bande de recul de 10m autour des zones humides

Les constructions nouvelles, y compris les extensions des constructions existantes, et leurs annexes sont interdites dans une bande de 10 mètres calculée à partir des limites des zones humides identifiées aux documents graphiques du règlement ou identifiées dans le cadre d'un inventaire complémentaire, réalisé conformément aux SAGE en vigueur. Seuls des installations ou aménagements légers sans fondations peuvent être admis dans cette emprise.

4. Les secteurs concernés par un périmètre de protection de captage d'eau

Les secteurs concernés par des périmètres de protection de captage d'eaux sont matérialisés aux documents graphiques du PLUi. Au sein de ces périmètres les dispositions de constructibilité liées aux arrêtés préfectoraux délimitant ces périmètres s'appliquent en sus des règles du PLUi. Les aménagements et constructions ne sont autorisés que s'ils n'ont pas d'impact sur la ressource en eau.

5. Les marges de recul le long des cours d'eau au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme

L'inventaire des cours d'eau intégré aux documents graphiques du PLUi est celui validé par les SAGE et intégré dans l'inventaire départemental disponible sur le site des services de l'Etat. Les cours d'eau identifiés aux documents graphiques ne peuvent être considérés comme exhaustifs et l'ensemble des cours d'eau doivent être protégés.

Les constructions nouvelles, y compris les extensions des constructions existantes, et leurs annexes sont interdites dans une bande de 10 mètres calculée à partir des berges des cours d'eau identifiés aux documents graphiques du règlement ou identifiés sur le site des services de l'Etat.

Seuls des installations ou aménagements légers sans fondations peuvent être admis dans cette emprise.

Ce recul n'est toutefois pas applicable :

- Aux installations de captage et de prises d'eau, ainsi qu'aux dispositifs de lutte contre les inondations, qui pourront être établis jusqu'en limite des berges ;
- Aux installations et aménagements légers à vocation de gestion ou de valorisation des cours d'eau ;

- Aux quais, aux ponts, passerelles, aux pontons, aux cales, aux moulins, aux ouvrages en encorbellement, aux canaux, aux busages et canalisations, aux ouvrages hydrauliques ;
- Aux dispositifs ou ouvrages liés à l'exploitation de l'énergie hydraulique ;
- Aux reconstructions après sinistre, le recul devant, être au moins égal à celui de la construction préexistante ;
- Aux ouvrages techniques de stockage, de distribution ou de transport liés au fonctionnement des réseaux d'intérêt public ainsi qu'aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, piétonnières ou portuaires existantes ou liées à l'exploitation de l'eau qui pourront être établis jusqu'en limite des berges.

B. Informations relatives aux mobilités

1. Les sentiers et cheminements doux à protéger ou à créer au titre de l'article L.151-38 du Code de l'urbanisme

Les documents graphiques précisent le tracé de sentiers piétonniers et d'itinéraires cyclables à conserver ou à créer. Toutefois, lors d'opérations d'ensemble le tracé de ces sentiers et itinéraires pourra être adapté à la composition d'ensemble du projet.

C. Informations relatives au patrimoine

1. Le patrimoine protégé, au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme

Le petit patrimoine protégé, au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme

Les éléments repérés au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme doivent être préservés. En cas de modification de l'élément, les matériaux et les gabarits en incohérence avec les caractéristiques initiales de l'élément seront proscrits.

Le patrimoine bâti protégé, au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme

Les bâtiments remarquables sont repérés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme. Sur ces bâtiments, les travaux réalisés ne doivent pas porter atteinte à la valeur patrimoniale de l'élément bâti et sa typologie ou du secteur à caractère patrimonial dans lequel le bâtiment s'inscrit. Le repérage des éléments de patrimoine bâti peut également s'appliquer aux parcs et/ou clôtures des éléments bâtis identifiés. Il s'agit notamment :

- du respect des façades : les constructions, et notamment les extensions, font l'objet d'une recherche dans la composition des ouvertures (symétrie des ouvrants, respect de l'ordonnancement pour les travées et niveaux...), de l'organisation des entrées et de l'accroche aux constructions limitrophes, notamment pour respecter les caractéristiques de la construction d'origine.
- du choix des matériaux : sont proscrits les matériaux qui sont en incohérence avec l'architecture initiale du bâtiment et son époque.

- des ravalements : doivent être employés des matériaux et techniques adaptés à la nature du bâti et des matériaux de construction, au caractère architectural et en rapport avec l'environnement.

Les rénovations, réhabilitations, extensions ou surélévations du bâti ancien d'intérêt patrimonial devront respecter le caractère architectural originel de la construction, son époque et des principes constructifs, notamment en ce qui concerne les matériaux, les volumes, les ouvertures, ...

Les extensions devront tenir compte du caractère originel du bâtiment et ne pourront pas être réalisées en façade principale.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation de bâtiments ou d'extensions de conception architecturale contemporaine, dès lors que sont mis en valeur les éléments d'intérêt de la construction initiale ou du secteur à caractère patrimonial dans lequel le bâtiment s'inscrit.

Les vérandas sont autorisées sous réserve d'une bonne insertion architecturale sur la façade et devront, idéalement, ne pas être visibles depuis l'espace public.

Des démolitions partielles ou totales de ces bâtiments identifiés sont soumises à permis de démolir. Elles peuvent être autorisées dans les cas suivants (non cumulatifs) :

- si ces démolitions sont rendues nécessaires pour des raisons de sécurité ;
- si ces démolitions permettent de mettre en valeur les éléments bâtis restants ;
- ou en cas de réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Des restrictions aux dispositifs destinés aux performances énergétiques ou à la production d'énergie peuvent être apportées pour des raisons architecturales pour le bâti protégé au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme.

Les dispositifs techniques (pompes à chaleur, cuves...) devront être positionnées à l'arrière du bâtiment de façon à ne pas être visibles depuis l'espace publics

2. Les zones de présomptions de prescriptions archéologiques

La prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire relève du Code du patrimoine (livre V) et des dispositions du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 modifié, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Les dispositions législatives et réglementaires en matière de protection et prise en compte du patrimoine archéologique sont les suivantes :

- Articles L 523-1, L 523-4, L 523-8, L 522-5, L 522-4, L 531-14 et R 523-1 à R 523-14 du Code du patrimoine,
- Article R 111-4 du Code de l'urbanisme,
- Article L 122-1 du Code de l'environnement,

- Article L 322-2, 3^{ème} du Code pénal, livre 3 des crimes et délits contre les biens, notamment son livre II portant sur les autres atteintes aux biens, chapitre II sur les destructions, dégradations et détériorations.

L'article L. 522-5, aliéna 2, du Code du patrimoine prévoit la délimitation par l'État de zones – dites ""zones de présomption de prescription archéologique" – où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. Sur ce fondement, le décret sus désigné (Art. 5) précise que ces zones sont créées – à partir des informations données par la carte archéologique régionale – par arrêté du préfet de région, et qu'à l'intérieur des périmètres qu'elles définissent, l'ensemble des dossiers d'urbanisme (permis de construire, de démolir, ZAC, etc.) seront automatiquement transmis au Service régional de l'Archéologie, sous l'autorité du préfet de région : DRAC Bretagne 6 Rue du Chapitre, 35 000 Rennes.

D. Informations relatives aux destinations des bâtiments

1. Les bâtiments susceptibles de changer de destination en zone Agricoles et Naturelles, au titre de l'article L.151-11 du Code de l'urbanisme

Le changement de destination d'un bâtiment repéré au plan de zonage au titre de l'article L.151-11 du Code de l'urbanisme est autorisé dans les conditions définies par le règlement des zones A et N.

Le changement de destination (ou passage d'une destination à une autre), avec ou sans travaux, nécessite le dépôt d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable de travaux ou permis de construire en fonction de la nature et de l'ampleur des travaux). Le changement de destination d'un bâtiment ou partie de bâtiment désigné par le PLUi est alors soumis, en zone agricole (zone A du présent règlement), à l'avis conforme de la Commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF) et, en zone naturelle (zone N du présent règlement), à l'avis conforme de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS). Par ailleurs, l'article L111-3 du code rural, relatif à la règle de réciprocité, pourra s'imposer, le cas échéant, pour toute demande de changement de destination.

En cas de travaux, le caractère patrimonial doit être préservé ainsi que les modes constructifs d'origine.

2. Les périmètres de diversité commerciale, à protéger au titre de l'article L.151-16 du Code de l'urbanisme

Le changement de destination des locaux à sous-destination d'artisanat et commerce de détail ou activités de services avec accueil de clientèle vers la destination habitat est interdit le long des voies ou périmètres repérés au document graphique comme « périmètre de diversité commerciale ». Toutefois, cette disposition ne s'applique qu'au rez-de-chaussée des immeubles qui présentent une façade sur

voie. Cette règle ne concerne pas les parties communes des constructions nécessaires à leur fonctionnement (hall d'entrée, locaux de gardiennages, locaux techniques, etc.).

E. Informations relatives à des secteurs de projet

1. Les emplacements réservés, au titre de l'article L. 151-41 du Code de l'urbanisme

Les documents graphiques du PLUi délimitent des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général ainsi qu'aux espaces verts et les espaces nécessaires aux continuités écologiques en précisant leur destination. De même, il désigne les collectivités, services et organismes publics qui en sont bénéficiaires (suivant les indications portées sur les documents graphiques du règlement).

2. Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielle, au titre de l'article L.151-7 du Code de l'urbanisme

Les constructions, installations et aménagements projetés au sein de ces secteurs doivent être compatibles avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) applicables au secteur. Les dispositions du règlement sont également applicables au sein des périmètres soumis à OAP.

Dans les périmètres soumis à Orientation d'Aménagement et de Programmation, les constructions et installations ne sont autorisées que dans le cadre de la réalisation d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble.

3. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) thématique « densification » au titre de l'article L.151-6 du Code de l'Urbanisme

Certains secteurs, délimités sur le plan de zonage, sont concernés par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) thématique « densification ». Les projets dans ces secteurs doivent être compatibles avec les dispositions de cette OAP « densification ».

4. Secteur de projet en attente d'un projet d'aménagement global au titre de l'article L.151-41 5° du Code de l'Urbanisme

Au titre de l'article L. 151-41 5° du Code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme peut instituer dans les zones urbaines ou à urbaniser, des servitudes consistant à interdire, sous réserve d'une justification particulière, dans un périmètre qu'il délimite et pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes sont toutefois autorisés.

Au sein du « Secteur de projet en attente d'un projet d'aménagement global », seuls sont admis les changements de destinations (en lien avec les destinations admises au sein de la zone concernée) et les extensions limitées des bâtiments existants à hauteur de 30 % de l'emprise au sol du bâti à la date d'approbation du PLUi. Cette règle est appliquée pour 5 ans à partir de la date d'approbation du PLUi.

F. Informations relatives à l'application de la loi Littoral

Les informations détaillées ci-dessous ne concernent que les communes soumises à l'application de la loi Littoral à savoir les communes de Binic-Etables-sur-Mer, Hillion, Languieux, Plérin, Pordic (en dehors de la partie de Tréméloir), Saint-Brieuc, Saint-Quay-Portrieux Tréveneuc et Yffiniac.

1. Les espaces proches du rivage, définis au titre de la loi Littoral

L'article L. 121-13 du Code de l'urbanisme dispose que dans les espaces proches du rivage ou des rives des plans d'eau intérieurs, l'extension de l'urbanisation est limitée, justifiée et motivée dans le plan local d'urbanisme selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

Les zones urbaines et à urbaniser localisées en espaces proches du rivage admettent des hauteurs maximales de construction moins importantes.

Les zones agricoles et naturelles localisées au sein des espaces proches du rivage admettent uniquement les extensions limitées (30% de l'emprise au sol du bâtiment existant à la date d'approbation du PLUi) des bâtiments dont la vocation est admise au sein de la zone.

De plus en zone agricole et naturelle, en application de l'article L121-11 du Code de l'urbanisme, la réalisation de travaux de mise aux normes des exploitations agricoles est autorisée, à condition que les effluents d'origine animale ne soient pas accrus.

2. La bande des 100 mètres au titre de la loi Littoral

La bande des 100 mètres est calculée depuis la limite haute du rivage. Au regard des évolutions potentielles de la limite haute du rivage, la bande des 100 mètres ne figure pas sur les plans de zonage. Au sein de la bande des 100 mètres et en dehors des éléments cités à l'article L 121-17 du Code de l'urbanisme, un principe d'inconstructibilité doit être respecté ; les nouvelles constructions, extensions de bâtis existants et changements de destination ne sont pas admis.

PRISE EN COMPTE DES RISQUES ET NUISANCES

A. Les Secteurs soumis à des risques naturels

Sur des terrains situés dans des secteurs soumis à des risques naturels et technologiques, les dispositions de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme s'appliquent aux demandes d'occupation et d'utilisation du sol, afin de veiller à la préservation des biens et des personnes, conformément aux dispositions en vigueur. Ces dispositions s'appliquent en sus des dispositions du règlement écrit et du règlement graphique. Tout projet doit respecter l'ensemble des règles applicables.

1. Le risque inondation

Le PPRL-i de la baie de Saint-Brieuc

Les communes de Hillion, La Méaugon, Langueux, Plérin, Ploufragan, Saint-Brieuc, Trémuson et Yffiniac sont concernées par le risque inondation identifié dans le Plan de prévention des risques littoraux et d'inondation (PPRL-i) de la baie de Saint-Brieuc approuvé le 28 décembre 2016. Le PPRL-i est une servitude d'utilité publique dont l'intégration au PLUi est obligatoire. Ainsi, son règlement s'impose à celui du PLUi.

L'ensemble des données relatives au PPRL-i de la baie de Saint-Brieuc sont à retrouver dans les servitudes, en annexe du PLUi.

Les Atlas des Zones Inondables (AZI) et les zones d'expansion des crues (hors zones concernée par les dispositions du PPRL-i)

Le territoire de Saint-Brieuc Armor Agglomération est situé sur le bassin versant Loire-Bretagne. Sur ce bassin versant, les atlas des zones inondables (AZI) ont permis de cartographier les champs d'expansion des crues de l'Ic, du Gouëssant et du Gouët.

Le PLUi préserve les zones inondables, répertoriées au sein des Atlas des Zones Inondables et situées en dehors des zones urbanisées de toute urbanisation nouvelle à l'exception des :

- Constructions, reconstructions après sinistre, ouvrages, installations, aménagements nécessaires à la gestion, à l'entretien, à l'exploitation des terrains inondables, notamment par un usage agricole, ou pour des activités sportives ou de loisirs compatibles avec le risque d'inondation ;
- Réparations ou reconstructions de biens sinistrés sauf les reconstructions à l'identique suite à une inondation torrentielle, démolitions reconstructions et changements de destination des biens existants sans accroissement notable des capacités d'accueil de populations, sous réserve que la sécurité des

occupants soit assurée et que la vulnérabilité de ces biens soit diminuée ;

- Extensions mesurées des constructions existantes et les annexes légères dans les limites définies aux articles 1 – A et 1 – N ;
- Ouvrages, installations, aménagements d'infrastructures et réseaux d'intérêt général sans alternative à l'échelle du bassin de vie et réalisés selon une conception résiliente à l'inondation ;
- Équipements dont la fonction est liée à leur implantation (portes d'écluses, équipements portuaires) ;
- Activités nécessitant la proximité immédiate du cours d'eau concerné par le risque inondation ;
- Constructions, ouvrages, installations, aménagements et travaux destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation.

Le risque inondation par submersion marine (hors zones concernée par les dispositions du PPRL-i)

Les submersions marines sont de nature à mettre en péril la sécurité des personnes présentes dans les zones exposées et à provoquer des dommages aux biens qui s'y trouvent. Tout projet d'urbanisme dans ces zones doit être strictement limité et encadré pour ne pas porter atteinte à la sécurité publique.

Les communes suivantes sont concernées par le risque d'inondation par submersion marine : Binic-Étables sur mer, Hillion, Langueux, Plérin, Saint-Brieuc, Saint-Quay-Portrieux, et Yffiniac. A noter que pour les communes de Hillion, Langueux, Plérin, Saint-Brieuc et Yffiniac ce risque est pris en compte au travers du PPRL-i présenté précédemment.

La cartographie du risque, élaborée par les services de l'Etat et reportée en annexe du PLUi, définit les zones d'aléas suivant leur situation par rapport au Niveau Marin de Référence (NMR = 7,80 m IGN 69) :

- Les zones d'aléa fort : zones situées à plus de 1 m sous le NMR ;
- Les zones d'aléa moyen : zones situées entre 0 et 1 m sous le NMR ;
- Les zones d'aléa lié au changement climatique : zones situées entre 0 et 0,4 m au-dessus du NMR.

Une quatrième zone a été délimitée : la zone de dissipation d'énergie à l'arrière des systèmes de protection qui est une zone de risque spécifique lié à la rupture du système de protection.

Le tracé de la zone de dissipation d'énergie, figurant en annexes du PLUi, est d'application stricte.

Pour les zones d'aléas, le pétitionnaire peut demander à revoir leur délimitation sur le terrain d'assiette du projet, s'il prouve par un levé topographique rattaché aux altitudes normales IGN 69, dressé par un géomètre expert à l'échelle correspondant à la précision altimétrique de 0,10 m, que l'aléa n'est pas celui indiqué aux

documents graphiques.

Les règles suivantes s'appliquent selon le niveau d'aléa :

Dans les zones d'aléa fort et les zones de dissipation de l'énergie, est interdit tout projet conduisant à augmenter le nombre de personnes exposées.

- **Dans les zones submersibles, quel que soit le niveau d'aléa, sont interdits :**
 - Les sous-sols et parkings souterrains ;
 - Les établissements sensibles (maison de retraite, crèche, caserne de pompiers...) ;
 - Les murs et clôtures susceptibles de constituer un obstacle au libre écoulement des eaux.
- **Dans les zones submersibles, quel que soit le niveau d'aléa, peuvent être autorisés :**
 - Les travaux de mise aux normes, d'entretien, de réfection ou les travaux de réduction de la vulnérabilité ;
 - Les projets infrastructures nécessaires au fonctionnement des services publics et dont l'implantation n'est pas réalisable ailleurs ;
 - Les aires de stationnement intégrées à l'environnement et rendues nécessaires par la fréquentation du site ;
 - Les bâtiments d'activité dont l'implantation n'est pas possible ailleurs, notamment ceux nécessitant la proximité immédiate de la mer ;
 - Les bâtiments et installations agricoles sous réserve qu'ils soient indispensables aux activités agricoles existantes et qu'ils n'entraînent aucun remblai ;
 - L'extension limitée des constructions existantes à la date d'approbation du PLUi. L'extension ne pourra être supérieure à 50% de l'emprise au sol du bâtiment existant à la date d'approbation du PLUi, sous réserve que le premier niveau de plancher de l'extension se situe à la cote NMR + 0,20 m.

Dans les zones d'aléa moyen, peuvent être autorisées les constructions nouvelles et extensions sous réserve qu'elles soient sur pilotis. Le premier niveau de plancher devra se situer à la cote NMR + 0,20 m. Aucun obstacle ne devra perturber le libre écoulement des eaux.

Dans les zones d'aléa "lié au changement climatique", il est conseillé de placer le premier niveau de plancher à la cote NMR + 0,40 m, dans une logique d'adaptation aux effets du changement climatique.

2. Le risque de mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du

sous-sol. Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés sous l'effet de sollicitations naturelles (eau, neige, séisme, ...) ou anthropiques (exploitation de matériaux, déboisement, terrassement, ...).

Les dispositions de l'article R. 111-2 du Code de l'urbanisme s'appliquent aux demandes d'occupation et d'utilisation du sol, afin de veiller à la préservation des biens et des personnes, conformément aux dispositions en vigueur.

Au titre du risque sismique

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur dans la croûte terrestre (rarement en surface). Le séisme génère des vibrations importantes du sol qui sont ensuite transmises aux fondations des bâtiments. Il est le risque naturel majeur le plus meurtrier, tant par ses effets directs (chutes d'objets, effondrements de bâtiments) que par les phénomènes qu'il peut engendrer (mouvement de terrain, raz de marée ...).

Les communes de France sont réparties entre cinq zones de sismicité définies à l'article R.563-4 du Code de l'environnement, zone 1 (très faible), zone 2 (faible), zone 3 (modérée), zone 4 (moyenne) et zone 5 (forte).

Le département des Côtes-d'Armor est classé en zone de sismicité 2 : Faible.

Au titre du retrait-gonflement des argiles (à titre d'information)

Les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements (période humide) et des tassements (période sèche) et elles peuvent avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles.

Les communes suivantes sont concernées par un aléa moyen :

BINIC-ETABLES-SUR-MER	PLOUFRAGAN
HILLION	PORDIC
LA MEAUGON	SAINT-BRANDAN
LANFAINS	SAINT-BRIEUC
LANGUEUX	SAINT-CARREUC
LE FOEIL	SAINT-DONAN
LE LESLAY	SAINT-GILDAS
PLAINE-HAUTE	SAINT-JULIEN
PLAINTEL	TREGUEUX
PLEDRAN	TREMUSON
PLERIN	TREVEVEUC
PLOEUC-L'HERMITAGE	YFFINIAC

Au titre du risque lié aux cavités (à titre d'information)

L'évolution des cavités souterraines naturelles ou artificielles (carrières) peut entraîner l'effondrement du toit de la cavité et provoquer en surface une dépression généralement de forme circulaire. L'inventaire départemental des cavités souterraines des Côtes-d'Armor, hors mines, a été réalisé par le BRGM (bureau de recherches géologiques et minières) en janvier 2013.

La base de données BDCavités recense les cavités naturelles, cavités anthropiques et les phénomènes associés. Les cavités minières ne sont pas traitées, car elles impliquent généralement des profondeurs et des extensions différentes. De plus, les mines faisant l'objet du Code minier, la réglementation qui les régit n'est pas la même que pour les autres types de cavités. Les communes suivantes sont concernées : Binic-Etables-sur-mer, Hillion, Le Bodéo, Le Foeil, Plérin, Ploufragan, Pordic, Saint-Brieuc, Saint-Donan, Saint-Quay-Portrieux et Yffiniac.

Un Plan de Prévention des Risques des risques miniers (aléas "mouvement de terrain") (PPRM) a été approuvé par arrêté préfectoral le 6 octobre 2021. Il concerne les communes de Plérin et Trémuson pour le territoire de St-Brieuc Armor Agglomération. Le PPRM est une servitude d'utilité publique dont l'intégration au PLUi est obligatoire, ses dispositions réglementaires s'imposent à celles du PLUi.

Au titre des effondrements, éboulements et affaissements (à titre d'information)

Selon l'inventaire départemental des mouvements de terrain du BRGM daté du janvier 2013, les 11 communes suivantes sont impactées par des éboulements/chutes de blocs, coulée, effondrements érosion de berges et des glissements : Binic-Etables-sur-mer, Le Bodéo, Le Foeil, Le Vieux-Bourg, Plérin, Ploufragan, Pordic, Saint-Brieuc, Saint-Donan, Saint-Quay-Portrieux et Tréveneuc.

3. Le risque littoral (à titre d'information)

L'étude "érosion-évaluation du risque" du CNRS datant de 2004 a permis de localiser et hiérarchiser les zones exposées à un risque. Les huit communes suivantes sont concernées : Binic-Étables sur mer, Hillion, Langueux, Plérin, Pordic, Saint-Brieuc, Saint-Quay-Portrieux et Yffiniac.

4. Le risque feu de forêt

On parle de feux de forêt lorsqu'un feu concerne une surface boisée minimale d'un hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arbores (partie haute) est détruite. Généralement, la période de l'année la plus propice aux feux de forêt est l'été, car les effets conjugués de la sécheresse et d'une faible teneur en eau des sols, viennent s'ajouter les travaux en forêt et les travaux agricoles réalisés à proximité des zones boisées.

Le bois de Plédran et la forêt de Lorge et la Perche à Plœuc-l'Hermitage sont des zones représentant des enjeux touristiques, humains et économiques importants. Les enjeux concernent principalement l'environnement des bourgs.

B. Les Secteurs soumis à des risques technologiques

1. Le risque industriel

Le risque industriel majeur est un évènement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les

riverains, les biens et l'environnement.

Les communes indiquées ci-dessous sont concernées par les établissements sujets à des risques industriels :

- Saint-Brandan : société SOCAVOL - réfrigération à l'ammoniac
- Yffiniac : société Yffiniac Industrie - réfrigération à l'ammoniac
- Saint-Brieuc : déchargement et stockage d'ammonitrates au port du Légué et société STEF - réfrigération à l'ammoniac
- Plérin : déchargement et stockage d'ammonitrates au port du Légué côté Saint-Brieuc

2. Le risque lié aux transports de matières dangereuses

Le risque lié au transport de matières dangereuses (produits inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs), consécutif à un accident, peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens ou l'environnement. Les principaux dangers, associés ou non, peuvent être l'explosion, l'incendie ou la dispersion dans l'air de ces matières dangereuses.

Sont concernés :

- **Lié aux axes routiers : N12**
- **Lié au réseau ferré : ligne ferroviaire Paris-Brest**
- **Lié aux canalisations de gaz :** les communes suivantes sont concernées par la présence de plusieurs ouvrages de gaz naturel haute pression : La Méaugon, Ploufragan, Saint-Donan, Plédran, Trégueux, Yffiniac.

Au-delà de la servitude liée à la canalisation de transport de gaz (bande non aedificandi dans laquelle le propriétaire s'est engagé par convention à ne pas procéder, sauf accord préalable de GRTgaz, à certains travaux), l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques impose, dans des cercles centrés sur la canalisation, les contraintes suivantes :

- **Zones de dangers très graves (circulaire 2006-55 ou BSEI n° 06-254) :**
 - Pas d'ERP de plus de 100 personnes ;
 - Pas d'immeuble de grande hauteur ;
 - Pas d'installation nucléaire de base.
- **Zone de dangers graves (circulaire 2006-55 ou BSEI n° 06-254) :**
 - Les ERP de 1er et 3e catégorie (<300 personnes),
 - Les immeubles de grande hauteur,
 - Les installations nucléaires de base
 - Nécessitent une analyse de la compatibilité de manière obligatoire,

conformément aux articles L555-16 et R555-30 du Code de l'environnement

- **Zone de dangers significatifs (circulaire 2006-55 ou BSEI n° 06-254) :**
 - Consultation de GRT Gaz pour tout projet d'urbanisme

Dans l'ensemble de la zone des dangers significatifs, le transporteur doit être informé des projets d'urbanisme envisagé pour qu'il puisse gérer l'évolution de l'environnement de la canalisation.

Sont admis, dans l'ensemble des secteurs concernés, sauf mention contraire, les canalisations (conduites enterrées et installations annexes) de transport de gaz ou assimilé y compris les ouvrages techniques nécessaires à leur fonctionnement et leur bornage, ainsi que les affouillements et exhaussements inhérents à leur construction et aux interventions ultérieures relatives au maintien de la sécurité.

C. Les secteurs soumis à d'autres risques majeurs particuliers

1. Le risque de rupture de barrage (à titre d'information)

Un barrage ou une digue est un ouvrage artificiel établi en travers du lit d'un cours d'eau ou de manière longitudinale, retenant ou pouvant retenir de l'eau. Leur rupture entraîne la formation d'une onde de submersion se traduisant par une élévation brutale du niveau de l'eau à l'aval. De manière générale, cette onde de submersion peut occasionner des dommages importants selon les enjeux qui existent derrière l'ouvrage ; sur les hommes, sur les biens et sur l'environnement.

Les communes suivantes sont concernées par ce risque :

- Barrage Saint-Barthélémy, classement A : communes de La Méaugon, Plérin, Ploufragan, Saint-Brieuc et Trémuson ;
- Barrage Pont Rolland, classement B : communes de Hillion
- Barrage Douvenant, classement C : communes de Langueux et Saint-Brieuc
- Barrage de la Grande Isle, classement C : commune de Saint-Bihy

2. Le risque de rupture de digue de protection contre la mer (à titre d'information)

Les digues de protection contre la mer ont été recensées en 2013 par la DDTM et classées selon le décret de 2007 :

- la digue des Rosaires sur la commune de Plérin est classée en C le 11 juin 2013 selon le décret de 2007. Dans le cadre de la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, ce système d'endiguement a été repris par l'EPCI pour être classé C selon le décret de 2015.
- La digue de Pissoison sur la commune de Hillion, (non classée précédemment) classée en C selon le décret de 2015.
- la digue des Grèves et Coquinet sur les communes de Langueux, Yffiniac et

Hillion (non classée précédemment) est classée en C selon le décret de 2015

Ces systèmes d'endiguement ont été sélectionnés par l'EPCI selon le décret n°2015-526 du 12 mai 2015.

3. Le risque radon (à titre d'information)

Le radon est un gaz cancérigène du poumon qui en se concentrant dans les bâtiments, notamment du fait d'un mauvais renouvellement d'air peut constituer un véritable risque pour la santé des occupants.

Des mesures effectuées sur tout le territoire avec en moyenne 101 à 150 becquerels par mètre cube a classé le département des Côtes-d'Armor en zone prioritaire. Toutes les communes sont donc concernées par le risque radon.

Pour réduire la quantité de radon présente dans les bâtiments, il est recommandé :

- D'assurer l'étanchéification entre le sol et les pièces à vivre (murs, plancher et passage de canalisations) ;
- Favoriser la construction de vide sanitaire ventilé ;
- Éviter les constructions de pièce de vie en sous-sol (sauf si ces pièces sont aérées en permanence) ;
- Mettre en place une ventilation efficace des locaux.

D. Les Secteurs soumis à des nuisances

1. Les sites et sols pollués

Toute pollution contenue dans le sol constitue, quelle que soit sa forme, une menace dont il convient de s'assurer qu'elle ne présentera pas un risque pour l'homme ou pour l'environnement. Par conséquent, conformément à l'article L.125-6 du Code de l'environnement, toute nouvelle construction ou tout changement d'usage des terrains concernés nécessitera la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement.

Dans certains cas, il est nécessaire de prévoir des dispositions pour conserver la mémoire des pollutions résiduelles dans les documents d'urbanisme et pour que les gestionnaires de ces sites intègrent pleinement cette donnée environnementale en tant que paramètre d'exploitation.

L'État élabore, au regard des informations dont il dispose, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS).

Les SIS comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise

en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement. Ils sont mis à disposition du public après consultation des mairies et information des propriétaires.

La publication des SIS se fait au travers du portail internet Géorisques.

2. Le rayonnement électromagnétique des lignes à haute tension

Dans son avis du 29 mars 2010, l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (AFSSET) estime "qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions et de limiter les expositions". Elle ajoute que "cette recommandation peut prendre la forme de la création d'une zone d'exclusion de nouvelles constructions d'établissements recevant du public qui accueillent des personnes sensibles d'au minimum 100 mètres de part et d'autre des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions".

Le territoire de Saint-Brieuc Armor Agglomération est concerné par des ouvrages à haute et très haute tension :

Commune	Description
Le Bodéo	- liaison 225 kV n°1 Mur de Bretagne – Plaine Haute
Le Foeil	- liaison 225 kV n°1 Brennilis – Plaine Haute – Rospez - liaison 225 kV n°1 Mur de Bretagne – Plaine Haute - liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Rospez - liaison 63 kV n°1 Lanfains – Tréguen
La Harmoye	- liaison 225 kV n°1 Mur de Bretagne – Plaine Haute - liaison 63 kV Lanfains – Saint Nicolas du Pélem
Hillion	- liaison 63kV n°1 la Croix Gibat – Lamballe – Pont-Roland
Lanfains	- liaison 225 kV n°1 Mur de Bretagne – Plaine Haute - liaison 63 kV Lanfains – Saint Nicolas du Pélem - liaison 63 kV n°1 Lanfains – Tréguen - liaison 63 kV n°1 Lanfains – Mur de Bretagne - poste de transformation d'énergie électrique, 63 kV Lanfains
Lantic	- liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Plourhan - liaison 63 kV Plourhan - Tréguen
La Méaugon	- liaison 63 kV n°1 Plourhan – Tréguen - liaison n°1 St Agathon - Tréguen
Plaine-Haute	- liaison 225 kV n°1 Brennilis – Plaine Haute – Rospez - liaison 225 kV n°1 Mur de Bretagne – Plaine Haute - liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Rospez - liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Tréguen - liaison 225 kV n°2 Plaine Haute – Tréguen - liaison 400 kV n°1 Domloup - Plaine Haute - liaison 63 kV n°1 Lanfains – Tréguen

	- liaison 225 kV n°1 Brennilis - Trégueux - Poste de transformation d'énergie électrique, 400 kV Plaine Haute
Plaintel	- liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Trégueux - liaison 225 kV n°2 Plaine Haute – Trégueux - liaison 400 kV n°1 Domloup - Plaine Haute
Plédran	- liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Trégueux - liaison 225 kV n°2 Plaine Haute – Trégueux - liaison 400 kV n°1 Domloup - Plaine Haute - liaison 63kV n°1 la Croix Gibat – Lamballe – Pont-Roland - liaison 63kV n°1 la Croix Gibat – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Doberie - Le Gouray - Trégueux
Plérin	- liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Plourhan - liaison 63 kV n°1 Plourhan – Trégueux - liaison n°1 St Agathon - Trégueux
Ploufragan	- liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Trégueux - liaison 225 kV n°2 Plaine Haute – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Berno – Carpont – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Lanfains – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Plourhan - liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Saint-Brieuc - liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Plourhan – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Plouvara – Trégueux - liaison 63 kV n°1 St Agathon – Trégueux - liaison 63 kV n°1 St Brieuc – Trégueux - liaison 63 kV n°2 Berno – Trégueux - liaison 225 kV n°1 Brennilis - Trégueux - Poste de transformation d'énergie électrique, 63 kV Ploufragan
Plourhan	- liaison 63 kV n°1 Paimpol – Plourhan - liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Plourhan - liaison 63 kV n°1 Plourhan – Trégueux - Poste de transformation d'énergie électrique, 63 kV Plourhan
Pordic	- liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Plourhan - liaison 63 kV n°1 Plourhan – Trégueux - liaison 63 kV n°1 St Agathon – Trégueux
Saint-Brandan	- liaison 225 kV n°1 Mur de Bretagne – Plaine Haute - liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Trégueux - liaison 225 kV n°2 Plaine Haute – Trégueux - liaison 400 kV n°1 Domloup - Plaine Haute - liaison 63 kV n°1 Lanfains – Trégueux
Saint-Brieuc	- liaison 63 kV n°1 Berno – Carpont – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Plourhan

	- liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Saint-Brieuc - liaison 63 kV n°1 Saint-Brieuc – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Berno – Saint-Brieuc - Poste de transformation d'énergie électrique, 63 kV Carpont - Poste de transformation d'énergie électrique, 63 kV St Brieuc - Poste de transformation d'énergie électrique, 63 kV Berno
Saint-Carreuc	- liaison 400 kV n°1 Domloup - Plaine Haute
Saint-Donan	- liaison 225 kV n°1 Brennilis – Plaine Haute – Rospez - liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Rospez - liaison 63 kV n°1 Plouvara – Trégueux - liaison 225 kV n°1 Brennilis - Trégueux
Saint-Julien	- liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Trégueux - liaison 225 kV n°2 Plaine Haute – Trégueux
Trégueux	- liaison 225 kV n°1 Doberie – Trégueux - liaison 225 kV n°1 Plaine Haute – Trégueux - liaison 225 kV n°2 Plaine Haute – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Berno – Carpont – Trégueux - liaison 63kV n°1 la Croix Gibat – Lamballe – Pont-Roland - liaison 63kV n°1 la Croix Gibat – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Doberie - Le Gouray – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Lanfains – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Ploufragan – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Plourhan – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Plouvara – Trégueux - liaison 63 kV n°1 St Agathon – Trégueux - liaison 63 kV n°1 St Brieuc – Trégueux - liaison 63 kV n°2 Berno – Trégueux - liaison 225 kV n°1 Brennilis – Trégueux - Poste de transformation d'énergie électrique, 63 kV La Croix Gibat - Poste de transformation d'énergie électrique, 225 kV Trégueux
Trémuson	- liaison 63 kV n°1 Plourhan – Trégueux - liaison 63 kV n°1 St Agathon – Trégueux
Yffiniac	- liaison 225 kV n°1 Doberie – Trégueux - liaison 63kV n°1 la Croix Gibat – Lamballe – Pont-Roland - liaison 63kV n°1 la Croix Gibat – Trégueux - liaison 63 kV n°1 Doberie - Le Gouray – Trégueux

3. Les nuisances sonores liées aux infrastructures de transport terrestre (à titre d'information)

L'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013 porte classement des infrastructures de transport terrestres. Les routes suivantes sont concernées :

RN 12, RD 1, 7, 10, 12, 27, 36, 45, 81, 222, 700, 712, 765, 786 et 790.

Infrastruc- ture	Commune(s) concer- née(s)	Caté- gorie	Largeur de la bande impactée (à partir de la bordure exté- rieure de la chaussée la plus proche)
D10	Trégueux	3	100 m
D10	Langueux, Trégueux, Yffiniac	4	30 m
D27	Plédran, Trégueux	3	100 m
D27	Plédran, Saint-Brieuc, Trégueux	4	30 m
D27	Plédran	5	10 m
D45	Ploufragan, Saint-Do- nan	3	100 m
D45	Ploufragan	4	30 m
D45A	Ploufragan	3	100 m
D6	Pordic	3	100 m
D700	Plaintel, Plédran, Saint-Julien, Saint-Brieuc, Tré- gueux	2	250 m
D700	Plaintel, Plédran, Plœuc-l'Hermitage, Saint-Brandan, Saint- Brieuc, Trégueux	3	100 m
D712	Ploufragan, Trégueux	2	250 m
D712	Langueux, Ploufra- gan, Saint-Brieuc, Tré- muson	3	100 m
D712	Langueux, Ploufragan, Saint-Brieuc, Trémus- son	4	30 m
D765	Yffiniac	3	100 m
D765	Yffiniac	4	30 m
D786	Plérin, Pordic	2	250 m
D786	Binic-Etables-sur-Mer, Hillion, Plérin, Pordic	3	100 m
D786	Binic-Etables-sur-Mer, Hillion, Plérin, Saint-Quay- Portrieux	4	30 m
D790	Lanfains, Plaintel, Ploufragan, Quintin, Saint-Brandan	3	100 m
D790	Ploufragan	4	30 m
D81	Hillion, Yffiniac	3	100 m
D81	Yffiniac	4	30 m

N12	Hillion, Langueux, Plérin, Pordic, Trégueux, Yffiniac	1	300 m
N12	Langueux, Plérin, Pordic, Saint-Brieuc, Trégueux, Trémuson	2	250 m

4. Les nuisances sonores liées à l'aérodrome de Saint-Brieuc

Le Plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Saint-Brieuc (PEB) est un instrument juridique destiné à maîtriser l'urbanisation autour de l'aérodrome, en limitant les droits à construire dans les zones de bruit pour éviter que de nouvelles populations ne soient exposées aux nuisances sonores générées par l'activité de l'aérodrome et en imposant une isolation acoustique renforcée pour les constructions autorisées dans les zones de bruit. C'est un document opposable à toute personne publique ou privée.

Les communes de Pordic et Trémuson sur le territoire de St-Brieuc Armor Agglomération sont, pour partie, concernées par le PEB de l'aérodrome de Saint-Brieuc Armor, approuvé par arrêté préfectoral du 11 février 2008. Dans les zones concernées par le PEB les constructions, travaux ou ouvrages peuvent être interdits ou soumis à des dispositions particulières en fonction de leur destination et de la zone de bruit (zones A, B, C D variant selon l'intensité du bruit) dans lesquelles elles se situent.

Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Saint-Brieuc est annexé au PLUi.

RÈGLES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES ZONES

A. La création de plans d'eau (disposition applicable sur le territoire du SAGE de la Baie de Saint-Brieuc)

Toute création de nouveaux plans d'eau d'une surface supérieure à 100 m² est interdite sur la totalité du territoire couvert par le SAGE de la Baie de Saint-Brieuc.

Cette règle ne concerne pas les bassins et lagunes alimentés par d'autres eaux que celle de nappes ou de cours d'eau, les retenues collinaires, les plans d'eau de barrages destinés à l'alimentation en eau potable et à l'hydroélectricité relevant de l'article 4-7 de la Directive Cadre sur l'Eau, les lagunes de traitement des eaux, les plans d'eau de remise en état des carrières, les réserves de substitution et les réserves incendie.

B. La desserte par les voies publiques ou privées

1. Accès

Pour être constructible, un terrain doit comporter un accès automobile à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin, le cas échéant en application des dispositions de l'article 682 du Code Civil.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique, particulièrement sur les routes départementales. Les caractéristiques des accès devront répondre à l'importance et à la destination du bâtiment ou de l'ensemble des bâtiments qu'ils desservent pour satisfaire aux exigences de la sécurité, de la protection civile et de la défense contre l'incendie.

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies, les accès doivent, sauf impossibilité technique, s'effectuer à partir de la voie présentant le moindre risque pour la circulation générale.

L'autorisation d'urbanisme pourra être refusée si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant l'accès.

L'autorisation d'urbanisme pourra être refusée si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant l'accès, en particulier pour les projets qui ne prévoieraient pas de zone de manœuvre suffisante pour les véhicules y stationnant qui permettrait d'assurer les mouvements entre le terrain et la voie uniquement en marche avant.

L'autorisation d'urbanisme peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers des accès, appréciés notamment au vu de leurs positions, de leurs configurations, de la nature et de l'intensité de la circulation et de la sécurité des usagers de la voie sur laquelle sont projetés les accès.

Toute création ou modification d'accès nécessite une permission de voirie délivrée par le gestionnaire de voirie.

2. Voirie

Les terrains doivent être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance et à la destination de la construction ou de l'ensemble des constructions qui y sont édifiées.

Dans tous les cas, la largeur de voirie exigée devra répondre à l'usage programmé de la voie.

Une voie nouvelle en impasse, qu'elle soit publique ou privée et devant desservir plusieurs constructions devra comporter, en sa partie terminale, une aire de retournement de manière à permettre aux véhicules motorisés d'opérer un demi-tour (et notamment les véhicules de secours et de répurgation).

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux voies desservant les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des divers réseaux.

Dans tous les cas, la largeur de voirie exigée devra répondre à l'usage programmé de la voie, tant en matière de gabarit de voie que d'aménagements dédiés aux liaisons douces.

Pour la commune de Saint-Brieuc, il convient également de se reporter au règlement de voirie disponible en annexe du présent règlement.

C. Les restrictions et obligations particulières en bordure de certaines voies

1. Accès interdits et limités

Le long des routes départementales suivantes les accès sont interdits :

- **RD n°6** : Commune de Pordic (de l'échangeur avec la RN12 vers le Nord) ;
- **RD n°700** : Communes de Plaintel, Plédran, Plœuc-l'Hermitage, Saint-Brandan, Saint-Brieuc, Saint-Julien, Trégueux ;
- **RD n°712** (du giratoire du Carpont au giratoire de Brézillet) : Communes de Saint-Brieuc, Trégueux et Ploufragan ;
- **RD n°790** : Communes de Plaintel (du giratoire de Malakoff vers le Sud), Saint-Brandan ;
- **RD n°786** : Communes de Hillion, Plérin (au Nord de RN12), Pordic ;
- **RD n°222** : Communes de Ploufragan, Trégueux.

Le long des routes départementales suivantes les accès sont strictement limités :

- **RD n°7** : Communes de Lanfains, le Foeil, Plœuc-l'Hermitage, Quintin, Saint-Brandan ;
- **RD n°786** : Communes de Binic-Etables, Plérin (au Sud de RN12), Saint-Quay-Portrieux, Tréveneuc ;
- **RD n°790** : Communes de La Harmoye, Lanfains, Quintin, Saint-Bihy (limite La Harmoye) Saint-Brandan (du giratoire de la Gare vers le Sud).

2. Marges de recul

Les marges de recul sont indiquées aux plans des informations en annexe.

Hors agglomération, sur les zones U et AU, et sauf indications contraires figurant sur les documents graphiques, les constructions ou installations (parkings, aires de stockage ou d'exposition, éléments publicitaires, installations techniques, dépôts de matériaux, ...) sont interdites dans une bande de part et d'autre de l'axe le plus proche des routes départementales, bande dont la largeur est de :

Marges à 100 m

- **RD n°6** : Commune de Pordic (de l'échangeur avec la RN12 vers le Nord) ;
- **RD n°700** : Communes de Plaintel, Plédran, Plœuc-l'Hermitage, Saint-Brieuc, Saint-Julien, Trégueux ;
- **RD n°712** (du giratoire du Carpont au giratoire de Brézillet) : Communes de Saint-Brieuc, Trégueux et Ploufragan ;
- **RD n°790** : Communes de Plaintel (du giratoire de Malakoff vers le Sud), Saint-Brandan ;
- **RD n°786** : Communes de Hillion, Plérin (au Nord de RN12), Pordic ;
- **RD n°222** : Communes de Ploufragan, Trégueux.

Marge à 50m pour les habitations – 40m pour les autres constructions

- **RD n°222** : Commune de Ploufragan ;
- **RD n°700** : Communes de Plaintel (nord giratoire de la Liberté), Plédran, Saint-Brieuc, Saint-Julien, Trégueux ;
- **RD n°786** : Communes de Plérin (Nord RN12), Pordic

Marges à 75 m

- **RD n°7** : Communes de Lanfains, le Foeil, Plœuc-l'Hermitage, Quintin, Saint-Brandan ;
- **RD n°786** : Communes de Binic-Etables, Plérin (au Sud de Rn12), Saint-Quay-Portrieux, Tréveneuc ;
- **RD n°790** : Communes de La Harmoye, Lanfains, Quintin, Saint-Bihy (limite

La Harmoye) Saint-Brandan (du giratoire de la Gare vers le Sud).

Marges à 35 m pour les habitations – 25 m pour les autres constructions

- **RD n°1** : Communes de Plédran, Saint-Brieuc, Trégueux (Sud du giratoire de la Croix Gibat) ;
- **RD n°4** : Communes de Binic-Etables, Lantic, Plourhan ;
- **RD n°6** : Commune de Pordic ;
- **RD n°9** : commune de Plourhan ;
- **RD n°10** : Communes de Langueux, Ploufragan (limite Plédran), Trégueux (du giratoire de la Croix Gibat vers RN12, Yffiniac) ;
- **RD n°222** : Commune de Ploufragan (du Zoopole au giratoire du Merlet) ;
- **RD n°27** : Communes de Plédran (Nord du Bourg), Saint-Brieuc, Trégueux (Sud du Giratoire de La Crarée) ;
- **RD n°36** : Communes de La Méaugon, Plérin (RN12 vers la mer), Pordic, Saint-Donan, Trémuson (Sud 712) ;
- **RD n°45** : Commune de Ploufragan ;
- **RD n°81** : Commune d'Yffiniac (de la RD 765 à la RD 712) ;
- **RD n°700** : Communes de Plaintel (sud giratoire de la Liberté), Saint-Brandan ;
- **RD n°712** : Communes de Hillion, Langueux, Ploufragan, Saint-Brieuc (du Giratoire de Carpont vers l'Ouest), Trégueux, Trémuson, Yffiniac ;
- **RD n°765** ; Communes de Hillion (marge uniquement), Yffiniac ;
- **RD n°786** : Communes de Binic- Etables-sur-Mer , Hillion, Saint- Quay-Portrieux, Tréveneuc ;
- **RD n°790** : Communes de Plaintel (Nord du giratoire de Malakoff), Ploufragan, Quintin (limite Saint-Brandan, Saint-Julien).

Marges à 15 m

- **RD n°2-7** : Commune de Plœuc-l'Hermitage ;
- **RD n°4** : Commune de Bini-Etables-sur-Mer ;
- **RD n°6** : Communes de Plérin,
- **RD n°6C** : Commune de Pordic ;
- **RD n°7** : Communes de Lanfains, Le Foeil, Plœuc-l'Hermitage, Quintin, Saint-Brandan ;
- **RD n°7B** : Commune de Lanfains ;
- **RD n°9** : Communes de , Saint-Quay-Portrieux, Tréveneuc ;
- **RD n°10** : Communes de Plédran (Ouest RD 700), Saint-Julien, Trégueux (Ouest RD 700) Ploufragan (limite Plédran) , Langueux, Yffiniac ;

- **RD n°21** : Communes de Binic-Etables, Plourhan ;
- **RD n°22** : Communes de Le Foeil, Le Leslay, Plaintel, Plœuc-l'Hermitage, Saint-Brandan, Saint-Gildas ;
- **RD n°24** : Communes de Plérin, Trémuson ;
- **RD n°25** : Commune de Saint-Carreuc ;
- **RD n°27** : Communes de Plédran (Sud du Bourg), Plœuc-l'Hermitage, Saint-Carreuc ;
- **RD n°28** : Communes de Le Foeil, Le Vieux-Bourg, Plaintel, Quintin, Saint-Carreuc ;
- **RD n°34** : Commune de Hillion ;
- **RD n°35** : Commune de Plœuc-l'Hermitage ;
- **RD n°36** : Communes de La Méaugon, Plérin, Pordic, Saint-Donan, Trémuson (Nord 712) ;
- **RD n°40** : Communes de Le Foeil, Quintin, Saint-Julien, Plaine-Haute ;
- **RD n°40A** : Communes de Le Foeil, Quintin ;
- **RD n°41** : Commune de Le Bodéo ;
- **RD n°44** : Communes de Le Bodéo, Plœuc-l'Hermitage ;
- **RD n°45** : Communes de Saint-Donan, Saint-Gildas ;
- **RD n°46** : Commune de Hillion ;
- **RD n°47** : Communes de Binic-Etables, Lantic, Pordic (limite Lantic), Saint-Quay-Portrieux ;
- **RD n°51** : Communes de Lantic, Plourhan, Tréveneuc ;
- **RD n°63** : Communes de La Harmoye, Lanfains, Le Vieux-Bourg, Saint-Bihy, Saint-Gildas ;
- **RD n°80** : Communes de Hillion, Yffiniac ;
- **RD n°80A** : Commune de Yffiniac ;
- **RD n°81** : Commune de Plœuc-l'Hermitage ;
- **RD n°115** : Commune de Saint-Brandan ;
- **RD n°121** : Communes de Lantic, Plourhan ;
- **RD n°133** : Commune de Plourhan ;
- **RD n°706** : Communes de Trémuson, Pordic, Plérin ;
- **RD n°712** : Commune de Trémuson ;
- **RD n°786** : Commune de Plérin (sud RN 12) ;
- **RD n°786A** : Commune de Saint-Brieuc.

Pour rappel, en application de l'article L 111-7, l'interdiction ne s'applique pas aux :

- constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières

- ;
- services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
 - bâtiments d'exploitation agricole ;
 - réseaux d'intérêt public ;
 - infrastructures de production d'énergie solaire lorsqu'elles sont installées sur des parcelles déclassées par suite d'un changement de tracé des voies du domaine public routier ou de l'ouverture d'une voie nouvelle ou sur les aires de repos, les aires de service et les aires de stationnement situées sur le réseau routier.
 - à la réhabilitation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

De plus, ce principe d'inconstructibilité peut être levé au titre de l'article L.111-8 du Code de l'urbanisme, à l'issue d'une procédure d'évolution du PLUi, dans les secteurs où des mesures spécifiques, analysées et intégrées dans le cadre d'un dossier loi Barnier, sont prévues pour garantir la qualité de l'aménagement futur, et ceci au regard des critères de la sécurité, des nuisances, de la qualité architecturale, de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

D. Le stationnement

1. Stationnement des véhicules

La réalisation d'aires de stationnement, conformes aux besoins de toute opération de construction ou d'occupation du sol, est obligatoire.

Le nombre de places doit être en rapport avec l'utilisation des constructions et des installations. Pour le calcul du nombre de places nécessaires en fonction des critères définis dans le règlement il sera tenu compte des caractéristiques suivantes :

- une place de stationnement équivaut à une surface moyenne de 25 m² (accès et stationnement).
- les dimensions minimales d'une place seront de 2.50 m x 5.00 m.

L'accès aux espaces de stationnement devra mesurer 2,50m de large minimum.

Conformément à l'article L. 151-35 du code de l'urbanisme, dans le cas de logements locatifs financés par un prêt aidé de l'Etat, ou en cas de réhabilitation, rénovation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés par un prêt aidé de l'Etat, il ne sera pas exigé plus d'une place de stationnement par logement.

Dans les périmètres de mixité des fonctions renforcée, les changements de destinations et les réhabilitations et rénovations de bâtiments existants ne générant pas la création de surface plancher supplémentaire ne sont pas

concernés par les normes ci-dessous. Dans le cadre de changement de destination et de réhabilitation et rénovation de bâtiments existants générant de la création de surface de plancher supplémentaire, le calcul des places de stationnement se fera uniquement par rapport à la surface de plancher créée.

En dehors des périmètres de mixité des fonctions renforcée, les changements de destinations et les réhabilitations et rénovations de bâtiments existants ne générant pas la création de surface plancher supplémentaire sont concernés par les normes ci-dessous. Dans le cadre de changement de destination et de réhabilitation et rénovation de bâtiments existants générant de la création de surface de plancher supplémentaire, le calcul des places de stationnement se fera sur l'ensemble de la surface de plancher.

Les aires de stationnement doivent être réalisés en dehors des voies publiques et à proximité immédiate des constructions et/ou installations.

Les aires de stationnement minimales à prévoir, en fonction des destinations et sous-destinations autorisées sont les suivantes et doivent être arrondies à l'entier supérieur. Elles sont valables sauf mention contraire indiquée dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles pour les secteurs concernés.

Destination	Sous-destination	Aires de stationnement minimales à prévoir
Habitation	Logement	• <u>Pour les communes de Langueux, Plérin, Ploufragan, Saint-Brieuc et Tréguex :</u> Au sein de l'ensemble de la zone U et des zones AU, le nombre de places par nouveaux logements est indiqué au plan thématique « stationnement ». Pour les autres zones (A et N), 2 places par nouveaux logements à créer sur les parties privatives. • <u>Pour les communes de Binic-Etables et de Saint-Quay-Portrieux :</u> - Dans les périmètres de mixité des fonctions renforcées, une place par nouveau logement, à créer sur les parties privatives. - Dans les autres secteurs des zones U et dans les zones AU, A et N : 2 places par nouveau logement supérieur à 100 m² de surface de plancher, à réaliser sur les parties privatives. 1 place par nouveau logement inférieur à 100 m² de surface de plancher, à réaliser sur les parties privatives. • <u>Pour les autres communes :</u> - Dans les périmètres de mixité des fonctions renforcées, une place par nouveau logement, à créer sur les parties privatives. - Dans les autres secteurs des zones U et dans les zones AU, A et N : 2 places par nouveau logement supérieur à 70 m² de surface de plancher, à réaliser sur les parties privatives. 1 place par nouveau logement inférieur à 70 m², à réaliser sur les parties privatives. <u>Pour toutes les communes sauf Langueux, Plérin, Ploufragan, Saint-Brieuc, Quintin et Tréguex</u> Concernant les places visiteurs, il est attendu :

		• Pour les opérations d'aménagement ou constructions de moins de 10 logements, il n'est pas exigé de place supplémentaire, • Pour les opérations d'aménagement ou constructions de 10 à 29 logements, 0,5 place en plus par nouveau logement à créer sur les espaces communs, • Pour les opérations d'aménagement ou constructions de 30 à 50 logements, 0.3 place en plus par nouveau logement, à créer sur les espaces communs, • Pour les opérations d'aménagement ou opérations de logements de plus de 50 logements, 0.2 place en plus par nouveau logement, à créer sur les espaces communs, Ces places doivent être réalisées dans le périmètre de l'opération.
	Hébergement	Un nombre d'emplacements suffisant doit être prévu hors voirie pour satisfaire aux besoins du projet et à l'accueil des usagers.
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	- Pour le territoire communal de Saint-Brieuc : Au sein du périmètre de mixité des fonctions renforcées, il est exigé 1 place de stationnement pour les commerces de moins de 150 m² de surface de plancher puis 1 place par tranche de 60 m² de surface de plancher. En dehors du périmètre de mixité des fonctions renforcée, il est exigé 1 place par tranche de 60m² de surface de vente. - Pour le territoire communal des 31 autres communes, en dehors des périmètres de mixité des fonctions renforcée, il sera exigé 1 place de stationnement par tranche de 30m² de surface de plancher.
	Restauration	Dans les périmètres de mixité des fonctions renforcée, le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en fonction des besoins et notamment : • de la capacité maximale d'accueil du public de cet ERP • des besoins en salariés • de leur situation géographique au regard des transports en commun et des parcs publics de stationnement existants ou projetés

		En dehors des périmètres de mixité des fonctions renforcée, il est exigé une place de stationnement par tranche de 5 clients.
	Commerce de gros	1 place de stationnement par tranche de 80 m ² de surface de plancher
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	En dehors des périmètres de mixité des fonctions renforcée, il est exigé 1 place de stationnement par tranche de 30m ² de surface de plancher
	Hébergement hôtelier et touristique	0,5 place de stationnement par chambre, hors places nécessaires aux activités complémentaires ouvertes à une clientèle extérieure à l'hébergement hôtelier et touristique (restaurant, boutique...)
	Cinéma	Le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en fonction des besoins et notamment : • de la capacité maximale d'accueil du public de cet ERP • des besoins en salariés • de leur situation géographique au regard des transports en commun et des parcs publics de stationnement existants ou projetés
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	Le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en fonction des besoins et notamment : • Les besoins des salariés et des visiteurs ; • La situation géographique au regard des transports en commun et des parcs publics de stationnement existants ou projetés ; • Les possibilités de mutualisation de stationnements. A défaut d'étude, 1 place par tranche de 200 m ² de surface de plancher avec un minimum de 3 places.
	Entrepôt	Le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en fonction des besoins et notamment : • Les besoins des salariés et des visiteurs ; • La situation géographique au regard des transports en commun et des parcs publics de stationnement existants ou projetés ; • Les possibilités de mutualisation de stationnements. A défaut d'étude, 1 place par tranche de 200 m ² de surface de plancher, avec un minimum de 3 places.

	Bureau	1 place de stationnement par tranche de 40 m ² de surface de plancher.
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	Le nombre de places de stationnement à réaliser pour les véhicules de livraison est déterminé en fonction des besoins et notamment : • Les parcs publics de stationnement existants ou projetés ; • Les possibilités de mutualisation de stationnements.
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	Le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en fonction des besoins et notamment : • de leur nature ; • du taux et du rythme de leur fréquentation ; • des besoins en salariés ; • de leur situation géographique au regard des transports en commun et des parcs publics de stationnement existants ou projetés.
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	
	Salles d'art et de spectacles	
	Équipements sportifs	
	Lieux de culte	
	Autres équipements recevant du public	

Dans une logique de limitation de l'artificialisation des sols et d'occupation de l'espace public, il est recommandé de mutualiser ou regrouper autant que possible les aires de stationnement. La réalisation de places de stationnement groupées sera également à privilégier dans le cadre d'opération d'aménagement d'ensemble.

La mise en œuvre des espaces de stationnement publics et privés à l'air libre doit permettre l'infiltration des eaux pluviales, notamment au moyen de matériaux filtrants.

Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition ne peut satisfaire aux obligations imposées par le document d'urbanisme, sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat, il peut être tenu quitte de ses obligations, dans les conditions prévues à l'article L151-33 du Code de l'Urbanisme en justifiant pour les places qu'il n'a pas réalisées :

- Soit en obtenant une concession à long terme dans un parc public ou privé de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération ;
- soit en acquérant ou en réalisant le nombre d'emplacements manquants dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation situé à proximité de l'opération.

Lorsqu'un emplacement de stationnement a été pris en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'un parc privé de stationnement, il ne peut plus être prise en compte, en tout ou partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

2. Stationnement des vélos

L'espace de stationnement correspond à l'ensemble des surfaces dédiées aux stationnements : il recouvre les emplacements de stationnement ainsi que les allées de circulation et espaces de manœuvre associés.

Les espaces de stationnement vélos :

- Doivent être facilement accessibles depuis/vers l'espace public sans marches à franchir. Il sera préféré une seule porte à ouverture manuelle sur le parcours le plus direct entre l'extérieur et l'espace de stationnement.
- Doivent être facilement accessibles depuis/vers l'intérieur des constructions.
- Doivent être conçu avec une hauteur sous plafond confortable : minimum 2,20 m ou 2,80 m lorsque qu'un système de rangement superposé est mis en place.
- Doivent être éclairés et couverts, pour tout espace de stationnement de plus de 4 places.
- Doivent également être clos pour la destination Habitation et la sous-destination Bureau.
- Doivent, pour chacun des espaces clos créés, être équipés de dispositifs électriques permettant la recharge de batterie des vélos électriques. Ces dispositifs doivent être disposés dans l'espace de stationnement de telle sorte que leur utilisation soit pratique.
- Doivent respecter les dimensions minimales suivantes :

- une surface par emplacement de 1,5m² pour les vélos standards, ramenée à 0,75m² si ces emplacements sont superposés ;
- Une surface par emplacement de 3m² (longueur minimale de 2,50m et largeur minimale de 1,20m) pour les vélos cargos ou assimilés ;
- Et un espace complémentaire nécessaire à la manœuvre du vélo. Lorsque les emplacements de stationnement sont localisés de part et d'autre d'un espace de manœuvre, celui-ci est considéré comme mutualisé.

Pour toute construction nouvelle en toutes zones, répondant à une des destinations ou sous destinations ci-dessous, des places de stationnement répondant aux modalités de réalisation définies ci-avant doivent être réalisées selon les normes suivantes et arrondies à l'entier supérieur :

Destination ou sous-destination de la construction	Nombre de places minimum requis
Habitation (uniquement pour les constructions comprenant plusieurs logements)	Au minimum une place par logement jusqu'à deux pièces principales, Au minimum deux places par logement à partir de trois pièces principales.
Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire	Le nombre minimal de place à réaliser sera calculé pour correspondre à minima à 15% de l'effectif total accueilli (salarié et public) simultanément dans les bâtiments. Pour le territoire communal de Saint-Brieuc, le nombre est porté à 30 % de l'effectif total accueilli.
Équipements d'intérêt collectif et services publics, hors locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées	Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics accueillant moins de 200 personnes simultanément (salarié et public) : au minimum 1 place par tranche de 5 personnes pouvant être accueillies simultanément dans les bâtiments. Pour les équipements d'intérêt collectifs et services publics accueillant 200 personnes ou plus simultanément (salarié et public) : au minimum 1 place par tranche de 10 personnes pouvant être accueillies simultanément. Dans les bâtiments.
Commerce et activités de service	Le nombre minimal de place à réaliser est fixé à 10% de la capacité du parc de stationnement automobile, avec une limitation de l'objectif réglementaire fixée à 100 places. Pour le territoire communal de Saint-Brieuc, pour les projets de plus de 150m² de surface de plancher uniquement, le nombre minimal de place à réaliser est fixé 20 % de la capacité du parc de stationnement automobile avec une limitation de l'objectif réglementaire fixé à 100 places.

Pour chaque tranche de 15 emplacements vélos exigés, un de ces emplacements de stationnement doit être dimensionné pour le stationnement des vélos cargos ou assimilés.

Dans le cas de travaux sur une construction existante , tout ou partie des

emplacements de stationnement vélo peut ne pas être exigé en fonction, soit du contexte urbain et patrimonial, soit des caractéristiques architecturales de la construction, soit des particularités géographiques ou topographiques du site et à condition que leur réalisation présente une difficulté technique insurmontable ou qui ne peut être levée dans des conditions économiquement acceptables.

Dans les autres cas, lorsque le pétitionnaire ne peut satisfaire lui-même aux obligations imposées par le document d'urbanisme, il peut être tenu quitte de ses obligations par la création effective, par lui-même, des emplacements sur un espace privé facilement accessible à pied et situé à 100 m maximum du point d'entrée de la construction.

E. Les conditions de desserte par les réseaux

1. Eau potable et défense incendie

Toute construction ou installation qui le requiert doit être alimentée en eau potable selon la réglementation en vigueur.

La défense incendie doit être assurée soit depuis le réseau public lorsqu'il présente les caractéristiques suffisantes définies par le service compétent, soit par un dispositif privé lorsque le réseau public est insuffisant.

Le branchement et le dispositif associé au réseau public de distribution d'eau potable ou les dispositifs de type puits ou forage devront être en conformité avec la réglementation en vigueur.

2. Eaux usées

Article R111-2 du code de l'urbanisme : « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.* ». Des autorisations d'urbanisme peuvent être refusées si le terrain n'est pas raccordable à l'assainissement collectif et présente une inaptitude du sol à l'assainissement individuel.

Sous réserve des dispositions de la législation relative aux installations classées et lorsque les réseaux existent, toute construction ou installation doit évacuer ses eaux.

Pour recevoir une construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique un rejet d'eaux usées, un terrain doit obligatoirement être raccordé au réseau collectif d'assainissement des eaux usées.

Toutefois, en l'absence de réseau collectif d'assainissement, et seulement dans ce cas, un système d'assainissement non collectif est autorisé dans la mesure où il est en adéquation avec la nature du sol. Ce dispositif doit être conçu de façon à être mis hors circuit et à ce que la construction soit raccordée au réseau collectif au frais du

propriétaire à minima 2 ans après sa mise en service.

L'évacuation des eaux usées traitées est réalisée prioritairement par infiltration dans le sol si la perméabilité le permet. Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne permet pas l'infiltration, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel :

- Après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur,
- Et s'il est démontré, par une étude particulière, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

Toute évacuation des eaux ménagères ou des effluents non traités dans les fossés, cours d'eau ou égouts pluviaux est interdite.

Sont autorisées les installations nécessaires aux raccordements à l'assainissement collectif des constructions quand le réseau se trouve à proximité immédiate et nécessite un simple branchement localisé dans une autre zone et à condition de ne pas remettre en question la protection du site et des paysages ni de compromettre la santé des personnes.

3. Eaux pluviales

Gestion quantitative des eaux pluviales

La gestion intégrée des eaux pluviales à la parcelle est imposée sur tout le territoire couvert par le présent PLUi pour :

- toute nouvelle construction ou aménagement, quelle qu'en soit sa nature, ou pour toute nouvelle imperméabilisation,
- toute extension d'une construction ou aménagement existant,
- toute opération de densification et de renouvellement urbain.

Pour toute nouvelle urbanisation listée ci-dessus, les eaux pluviales devront être gérées à la parcelle par infiltration. Chaque projet devra garantir une capacité de zéro rejet pour un événement pluvieux majeur, soit un cumul de pluie de 60 mm (pluie d'occurrence centennale).

Les dispositifs d'infiltration devront être conçus, dimensionnés et implantés de sorte à éviter toute résurgence sur les fonds voisins ou dans le réseau public existant.

Dans les projets disposant de parties communes, les eaux de ruissellement issues des parties imperméabilisées (voiries, stationnements, bâtiments, ...) devront, elles aussi, être infiltrées.

La gestion des eaux pluviales sera réalisée :

- par des dispositifs d'infiltration à ciel ouvert , localisés au plus proche du point de chute, de type espaces végétalisés en creux
- ou par toute autre technique de faible profondeur (chaussée à structure

réservoir, massif drainant) permettant un fonctionnement hydraulique naturel.

La mise en place d'un dispositif d'infiltration enterré (de type SAUL) doit être exceptionnelle et justifiée par l'impossibilité spatiale d'atteindre les objectifs de stockage/infiltration malgré l'application d'une gestion intégrée des eaux pluviales à l'ensemble des espaces du projet : mise en place de revêtements perméables et sollicitation de tous les espaces végétalisés pour l'infiltration.

A l'exception des toitures stockantes, les systèmes de gestion des eaux pluviales par régulation ne seront pas autorisés.

Dans tous les cas les éléments de projet devront être suffisamment détaillés pour justifier le respect des règles de gestion intégrée des eaux pluviales. Une notice hydraulique pourra être réalisée par le pétitionnaire et jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme pour permettre d'apprécier la conformité du projet avec le présent règlement.

Pour tout projet le pétitionnaire est encouragé à se référer au document « Guide pratique GIEP » en annexe du présent règlement afin de déterminer le meilleur mode de gestion possible.

Dans le cadre d'opération d'ensemble :

Pour chaque lot/îlot les installations de gestion des eaux pluviales devront s'inscrire dans le projet de gestion des eaux pluviales à l'échelle de l'opération d'ensemble.

En cas d'évènement pluvieux exceptionnel le réseau public sera en surcharge et ne sera pas en mesure d'accepter des apports supplémentaires. Les surverses de sécurité ou trop-pleins vers la canalisation publique sont interdites. Aussi il sera nécessaire d'étudier le cheminement préférentiel des écoulements en cas de saturation des ouvrages d'infiltration et ce afin d'organiser des zones de débordement internes à l'opération, avec une capacité de zéro rejet pour un évènement pluvieux majeur, soit un cumul de pluie de 60 mm (pluie d'occurrence centennale).

Toute demande d'autorisation d'urbanisme qui s'inscrit dans le cadre d'un projet d'aménagement d'ensemble ayant fait l'objet d'un permis d'aménager délivré antérieurement à la date d'approbation du PLUi ne sera pas obligatoirement soumise aux dispositions du présent règlement mais devra être conforme aux dispositions du permis d'aménager délivré dans le respect des dispositions prévues à l'article L442-14 du code de l'urbanisme.

Extension d'une construction :

Une extension est considérée comme une construction nouvelle. Elle doit donc respecter les obligations de gestion des eaux pluviales propres aux constructions neuves.

Dispositions particulières :

Par dérogation et en cas d'impossibilité d'infiltration justifiée, un rejet d'eau pluviale, en dehors de l'opération, peut être accordé par l'autorité compétente, si et seulement si l'ensemble des conditions ci-dessous sont respectées :

- le rejet s'effectue vers le milieu naturel en capacité d'assimiler ces eaux ou en dernier recours vers le réseau public dédié aux eaux pluviales ;
- le débit de fuite est inférieur à 3 litres par seconde et par hectare (3L/s/Ha).

Pour tout projet, l'impossibilité d'infiltration devra se justifier sur la base d'au moins deux critères de la liste suivante :

- la capacité d'infiltration du sol qui sera appréciée sur la surface disponible pour l'infiltration et l'aptitude des sols à l'infiltration. Afin d'évaluer la capacité d'infiltration d'un terrain il est recommandé de se reporter au chapitre 1. C) du Guide pratique GIEP en annexe du présent PLUi. ;
- l'encombrement du sous-sol, la présence de réseaux ou d'ouvrages ne pouvant être déplacés ou encore la présence de vestiges archéologiques ;
- la pente (>5%) qui ne permettrait pas techniquement de retenir le volume d'eau imposé par le présent règlement ;
- la configuration du site qui ne permettrait pas d'infiltrer le volume d'eaux pluviales imposé sans générer des risques en terme de salubrité et de sécurité des biens et des personnes ;
- le renouvellement de l'espace public dont la surface aménagée est inférieure à l'impluvium des eaux pluviales ou dont la surface en contexte urbain dense ne permettrait pas la réalisation des aménagements nécessaires à l'infiltration.

En cas d'avis favorable, un rejet au réseau public pourra être accordé après infiltration des pluies courantes à moyennes ou avec un débit régulé. Saint-Brieuc Armor Agglomération se réserve le droit d'émettre toute prescription permettant de garantir le bon fonctionnement du réseau public.

Gestion qualitative des eaux pluviales

L'infiltration de l'eau pluviale doit se faire idéalement au plus près de sa chute. Le recours aux réseaux enterrés est proscrit afin de limiter l'accumulation de polluants.

Il est interdit de rejeter des eaux autres que pluviales dans les dispositifs d'infiltration des eaux pluviales, excepté les eaux de refroidissement non polluées et les eaux de vidange dé-chlorées des piscines.

Les sites à fort potentiel de polluants tels que les aires de distribution de carburant, de lavage, de stockage de produits ou déchets dangereux, doivent intégrer un système de dépollution des eaux pluviales.

Pour tout autre site, la conception de l'aménagement doit permettre de limiter le risque de transfert de polluant vers le milieu naturel en limitant le ruissellement par une gestion à la source et prioritairement par des aménagements végétalisés.

Pour toute nouvelle construction ou rénovation urbaine, la mise en place de dispositifs de récupération et de réutilisation des eaux pluviales pour un usage non sanitaire est vivement encouragée. La récupération et l'utilisation de l'eau de pluie doivent respecter l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluies et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments. Le stockage pour une réutilisation n'est pas considéré comme un mode de gestion des eaux pluviales. Ainsi, le trop-plein du stockage devra être dirigé vers un dispositif d'infiltration.

4. Réseaux divers

Les réseaux divers de distribution (électricité, téléphone, etc.) doivent être réalisés en souterrain. Ils devront être posés dans une même tranchée sauf impossibilité technique. Éventuellement, les câbles pourront être déployés en encorbellement en façade des immeubles pour les parties construites en continu.

Toute construction nouvelle, à l'exception des constructions annexes, doit être raccordée aux réseaux de câbles ou de fibre optique, lorsqu'ils existent. Dans tous les cas, l'installation doit être conçue de sorte à rendre possible le raccordement au moment de la réalisation des travaux. Les opérations doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

5. Gestion des déchets

Dans tous les cas, la collecte des contenants à déchets se fait depuis l'espace public sur lequel les véhicules dédiés au ramassage des déchets circulent.

L'ensemble du fonctionnement du service public de collecte et d'élimination des déchets ménagers et assimilés est consultable dans le règlement de collecte de Saint-Brieuc Armor Agglomération pris par délibération au Conseil d'Agglomération du 16/11/2023.

Habitat individuel (projet ou réhabilitation)

Les contenants nécessaires à la gestion de l'ensemble des flux collectés par le service de gestion des déchets doivent, en dehors des jours de collecte, obligatoirement être remisés sur le terrain d'assiette du projet. Un espace dédié doit donc être prévu à cet effet. Le service collecte en précisera le lieu de collecte.

Immeubles collectif et professionnels

Gestion de la collecte par bac

Tout projet de construction ou réhabilitation d'immeuble devra prévoir des locaux fermés destinés au stockage des déchets ménagers et assimilés dont les dimensions devront permettre une collecte de l'ensemble des flux triés, et donc accueillir l'ensemble des conteneurs de collecte mis à disposition par la collectivité. Ces locaux seront réservés à l'usage exclusif des occupants de l'immeuble faisant l'objet du projet.

Cette surface pourra être répartie entre les différents blocs ou entrées communes de logements. Dans ce cas, la surface de chaque local sera dimensionnée suivant le nombre de logement par bloc ou entrée commune.

Immeubles mixtes habitations / commerces-entreprises :

Au regard des différentes typologies d'activité et donc des différents déchets qui sont susceptibles d'être générés dans ces locaux, des locaux de stockage séparés seront obligatoirement prévus pour accueillir chaque ensemble de conteneurs de collecte en fonction de l'activité des locaux auxquels ils sont affectés.

Le soumissionnaire devra prendre en compte le type d'activité professionnelle envisager dans l'immeuble pour dimensionner les locaux à déchets.

Gestion de la collecte par point d'apport collectifs

Les locaux et espaces de stockage des conteneurs de collecte prévus au § 2) a-pourront ne pas être exigibles si des dispositifs de collecte collectifs se situent déjà sur une propriété privée ou sur le domaine public à proximité de l'opération. Néanmoins, une surface de local de 5 m² minimum sera obligatoire notamment pour un stockage tampon des encombrants. Cette surface sera portée à 10 m² pour les bâtiments de logements collectifs de plus de 20 logements. Cette surface ne pourra être commune à un autre usage (type local à vélos). Dans tous les cas, la gestion des encombrants en immeuble n'est aucunement du ressort de l'agglomération. Le gestionnaire devra s'organiser de manière à gérer la collecte et le traitement des encombrants générés par l'immeuble.

Pour les containers collectifs implantés sur le terrain d'assiette du projet, une surface spécifique, identifiée pour les besoins de l'opération, devra être réservée en respectant les préconisations d'implantation précisées dans le règlement de service. Les conteneurs devront être accessibles par le service gestionnaire pour la collecte à tout moment. En cas d'impossibilité technique ou architecturale, un local à déchets dédié sera obligatoirement prévu dans le projet (cf §2)a-).

Dans tous les cas, cet équipement devra faire l'objet d'une convention d'usage entre le propriétaire et le service de collecte. De même, le porteur du projet se rapprochera du service gestionnaire pour recueillir les obligations techniques afférentes au service, notamment la possibilité d'installer ce type d'équipement en cohérence avec le dimensionnement du projet d'aménagement.

Aménagement de voiries

Si un projet d'aménagement prévoit la création d'une voie nouvelle ou le réaménagement d'une voie privée existante, le passage du camion de collecte sur cette voie implique son intégration au domaine public routier, le cas échéant en application des dispositions de l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme.

Les caractéristiques pour que cette voie puisse être intégrée au domaine public sont les suivantes :

- La voirie doit être publique,
- La voirie sans stationnement, doit faire au minimum 4m de large en sens unique et 5 m en double sens,
- La chaussée doit supporter un camion 26T - 13T à l'essieu,
- Si nécessaire et systématiquement dans le cas d'une impasse, l'espace de retournement doit permettre le 1/2 tour du camion sans manœuvre particulière. A ce titre l'espace de retournement doit pouvoir intégrer un cercle de 10 m de rayon minimum en extérieur et 5 m en rayon intérieur sans stationnement ni gêne aucune.

Sans le respect de ces conditions, le véhicule de collecte n'assurera pas la collecte des riverains de la voirie au droit de leur domicile. Le cas échéant, l'aménagement spécifique d'une plate-forme de présentation des bacs de collecte à proximité immédiate de la voirie où le camion de collecte passe sera exigé.

F. La Reconstruction à l'identique

L'article L. 111-15 du Code de l'urbanisme prévoit que la reconstruction à l'identique d'un bâtiment qui vient à être détruit ou démoli est autorisée dans un délai de 10 ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, dès lors qu'il a été régulièrement édifié.

Pour autant, cette disposition n'introduit pas une exception au régime général du champ d'application du permis de construire et les travaux de reconstruction doivent faire l'objet d'une autorisation d'urbanisme. Il résulte des dispositions précitées que la reconstruction à l'identique d'un bâtiment qui vient d'être détruit ou démoli, et qui avait fait l'objet d'un permis de construire ou a été édifié avant l'institution du permis de construire, doit toujours être autorisée, sauf si le plan local d'urbanisme intercommunal l'interdit explicitement.